

Réponses au thème 2 envoyées par la liste « *Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs* » le 16 novembre 2015

1. Comment vous situez-vous face à ces évolutions appelées à s'accélérer dans le cadre de la réforme territoriale ? Si vous les redoutez, ne craignez-vous pas de les cautionner une fois embarqués institutionnellement dans la nouvelle « grande région » ? Quelles évolutions préconiserez-vous dans votre programme ?

Avec la période de crise économique profonde que nous traversons, l'explosion du chômage et ses conséquences dramatiques pour des millions de travailleurs et de familles, ces élections régionales ont de fait un caractère national. Bien sûr, nous allons élire des représentants régionaux, mais leurs marges de manœuvre sont définies par l'État et les gouvernements qui se succèdent. Les électeurs s'exprimeront avant tout sur la politique du gouvernement actuel et du précédent, les enjeux régionaux ont un rôle subalterne même si les politiciens de gauche et de droite cherchent à centrer les discussions sur ces sujets pour éviter de discuter de leurs politiques nationales. Une fois de plus, ils trompent les électeurs et avant tout les travailleurs. Ils promettent de résoudre au niveau régional des problèmes qu'ils contribuent à créer ou aggraver au niveau national, il n'y a donc aucune raison de les prendre au sérieux !

La réforme territoriale en est une illustration. Les différentes mesures qu'elle intègre ne sont certainement pas faites dans le but d'améliorer la situation de la population. Il s'agit surtout d'essayer de faire des économies en "mutualisant" les moyens des différents échelons (communes, intercommunalités, département, région), dans un contexte de diminution des budgets publics décidée par le gouvernement. Ces réorganisations se font au détriment des salariés de ces structures et des classes populaires qui subissent le manque de moyens dans les services publics. Mais au-delà de cette réforme territoriale, c'est bien le problème de la financiarisation de toute la société, l'État ayant de plus en plus pour rôle d'aspirer l'argent public pour le redistribuer avant tout au grand patronat et aux banques. C'est le cas par exemple avec le "pacte de responsabilité" où le gouvernement a offert quelque 40 milliards d'aides au patronat sous prétexte de création d'emploi, en finançant cela par des économies dans les hôpitaux, la sécurité sociale, les collectivités territoriales, etc. Au contraire de subventionner et d'assister les patrons, il faudrait prendre sur les profits pour créer des emplois. Il faudrait que l'argent public serve aux services utiles à la population. L'État, par l'intermédiaire des régions, pourrait créer directement des emplois utiles dans les services publics, dans les hôpitaux, dans les écoles. Il pourrait construire des logements, il pourrait développer et améliorer les transports en commun mais il choisit de ne rien faire de tout cela.

2. Quelles mesures à prendre en Alsace pour que notre Région puisse faire valoir ses intérêts et ses volontés dans une instance où elle sera minoritaire ?

De quoi parle-t-on ? De quels intérêts ? De quelles volontés ? Votre question est formulée comme si l'Alsace était en lutte contre les autres régions. Ce n'est pas notre façon de voir les choses. Nous voulons faire entendre le camp des travailleurs. Pour nous, ce qui est vital aujourd'hui, ce n'est pas de défendre une région contre une autre, mais les intérêts d'une classe sociale, celle des ouvriers,

des employés, retraités ou chômeurs, tous ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre et qui font fonctionner toute l'économie et toute la société. En Alsace comme ailleurs, la situation du monde du travail ne cesse de se dégrader. Les attaques du grand patronat et du gouvernement à sa botte sont constantes pour faire peser sur les classes populaires tout le poids de la crise en leur imposant des sacrifices, tandis que les plus riches continuent à s'enrichir.

Peugeot à Sausheim est d'une certaine manière une usine alsacienne, puisqu'elle est installée ici depuis plus de 40 ans. Pourtant, il n'y a aucun intérêt commun « alsacien », entre les propriétaires de cette usine et ceux qui y travaillent. Et c'est la même chose au niveau national, européen ou mondial, il y a d'un côté ceux qui vivent de leur travail, les 99 %, et de l'autre ceux qui vivent de l'exploitation. D'ailleurs, les propriétaires des hectares de l'usine de Peugeot, les membres de la dynastie du même nom ne s'y sont pas trompés. Plutôt que l'Alsace ou le pays de Montbéliard, ils ont choisi le canton de Vaud en Suisse où vivent d'autres millionnaires comme eux. Le plaisir de l'entre soi social des très riches est infiniment plus puissant que l'amour de la région ou de la patrie. Alors, il faut que les travailleurs utilisent ces élections pour exprimer non seulement leur mécontentement contre le gouvernement actuel, mais aussi leur opposition à toute politique en faveur du patronat et des plus riches. Voter pour la liste Lutte ouvrière est le moyen de montrer qu'il existe dans le monde du travail un courant qui n'accepte pas de se taire et met en avant un programme de défense des conditions de vie des classes laborieuses, par-delà les régions, car nous nous présentons dans toute la France sur la même base.

3. Les activités à initier pour assurer le développement économique en Sud Alsace. Quelles coopérations avec les territoires voisins (Franche-Comté, Allemagne, Suisse Bâle et Jura...)

Depuis des décennies, la seule politique menée au nom du développement de l'économie a été d'arroser le patronat d'aides publiques, sans aucun résultat sur l'emploi, au contraire. Et au nom du prétendu intérêt général, les ministres, les politiciens de tout bord et les journalistes au service de la bourgeoisie monopolisent les médias pour justifier la lutte de classe menée par le patronat. Quand ils parlent de la croissance, c'est pour défendre les profits du CAC 40. Quand ils évoquent la crise économique, c'est pour justifier les licenciements. Et sous prétexte de créer des emplois, ils fabriquent plus de précarité. Et pendant ce temps, la seule croissance est celle des profits des capitalistes et des classes privilégiées. Alors, le seul développement économique valable, ce serait celui du pouvoir d'achat des travailleurs en imposant l'augmentation générale des salaires et des retraites, ainsi que leur protection par l'indexation sur la hausse des prix, des impôts et des taxes. Et pour l'imposer collectivement, la coopération de tous les travailleurs, au-delà des frontières régionales et nationales, sera essentielle.

4. En lien avec la question précédente, où se situent les potentiels de créations d'emplois ?

Dans les usines de la région, à Peugeot par exemple, les ouvriers s'esquintent la santé pour produire toujours plus et plus vite ; si le patron le décide, il le faut même venir le dimanche soir. En dehors du profit, quelle est la rationalité de cela ? Faut-il que les uns se tuent au travail pendant que les autres crèvent de ne pas travailler ? Il faudrait au contraire répartir le travail entre tous sans diminution de salaire. Dans les hôpitaux, c'est le même tableau. Les infirmières, les aides-soignantes et tout le personnel courent d'un malade à l'autre. Est-ce juste ? Est-ce raisonnable ? Est-ce logique ? Dans les écoles, les classes sont surchargées. Comment une enseignante peut-elle transmettre quelque chose sereinement à une classe de plus ou moins 30 élèves ? Comment peut-elle rester motivée par son travail ?

Les potentiels de créations d'emplois sont évidents pour qui sait regarder autour de lui. On nous

rétorquera qu'il manque les moyens financiers. Eh bien, il faut prendre l'argent là où il est, dans les profits accumulés et dans les caisses des banques.

Bien sûr, la première urgence serait de mettre un coup d'arrêt au fléau du chômage au niveau national. Pour cela, il faudra imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, l'embauche des intérimaires et de toutes les catégories de précaires. On nous présente toujours les difficultés des entreprises pour justifier les licenciements. Mais comment se fier à la parole des capitalistes ? Face à leur mainmise totale sur l'économie, il faut exiger la levée du secret des affaires afin que la population puisse constater que les grandes entreprises et les banques pillent toute la société avec la complicité de l'État. On verra ainsi que ces profits suffiraient largement à créer les emplois utiles et à préserver les classes populaires face à la crise de l'économie capitaliste.

5. L'environnement : qualité de vie et certains modes de développement économique sont-ils compatibles ? Les conditions requises pour la fermeture de Fessenheim et de Stocamine ?

Le bilan du capitalisme dans le domaine environnemental est désastreux. Dominé par la recherche du profit maximum et le plus immédiat possible, ce système économique entraîne de graves pollutions, le gaspillage généralisé des ressources énergétiques ou minières de toute la planète, et des catastrophes industrielles majeures.

Mettre fin à ce système, irresponsable vis-à-vis des ressources de la planète comme il l'est vis-à-vis de l'humanité tout entière, est bien la seule manière conséquente de se battre pour une société respectueuse de son environnement.

Nous considérons que ce qui rend dangereuses certaines techniques, tels l'énergie nucléaire ou les OGM, c'est surtout le fait qu'elles soient entre les mains de la bourgeoisie et utilisées pour la recherche du profit maximum, sans aucun contrôle de la population.

Fessenheim et Stocamine en sont des exemples locaux cinglants. Hollande avait promis de fermer Fessenheim avant son élection. Maintenant, il repousse sa promesse sans que personne ne sache quand la centrale sera effectivement fermée. C'est aberrant de tous les points de vue quand on sait que le démantèlement d'une telle installation devrait être minutieusement planifié et prendra de toutes les façons des dizaines d'années. L'affaire Stocamine a montré l'irresponsabilité des industriels et l'amateurisme des responsables politiques. Stocamine a fait prendre des risques à ses employés et à son voisinage, a coûté des centaines de millions et n'a apporté aucune solution durable au problème des déchets ultimes qui devaient y être stockés.

6. L'activité rurale et les moyens de relancer l'agriculture : quels choix pour l'Alsace et comment faciliter leur mise en œuvre ?

Les mouvements de paysans cette année ont montré qu'un bon nombre parmi eux parviennent tout juste à survivre de leur travail, et encore. Ce serait pourtant la moindre des choses qu'ils puissent vivre dignement de leur travail. Mais ils sont victimes du capitalisme, tout comme les salariés. Car ce sont de grosses entreprises telles les entreprises Cooperl ou Bigard dans le porc qui imposent leurs tarifs aux producteurs. Et ce sont les géants de la distribution Auchan, Leclerc, Carrefour, Danone, etc., qui veulent acheter le moins cher aux producteurs et vendre le plus cher possible aux consommateurs. C'est un combat permanent et inégal entre les producteurs et ces groupes capitalistes. C'est pourquoi les petits producteurs de fruits et légumes, les maraîchers, les producteurs de porc ou de lait qui ont manifesté cette année auraient intérêt à ce que les salariés, les travailleurs et les consommateurs imposent leur contrôle sur ces groupes. Garantir un prix satisfaisant pour les petits producteurs passe par un combat contre la grande industrie et la grande distribution. Mais ce n'est qu'un aspect : il faut aussi que les produits se vendent ! C'est-à-dire que

l'intérêt des petits paysans est aussi que les chômeurs retrouvent du travail et que les salariés obtiennent des hausses de salaire.

7. La politique de transport public dans la région : quel schéma de transport pour la nouvelle région et son financement, la gratuité est-elle une option crédible ?

La recherche de rentabilité nuit gravement au transport public. Certains prix des billets SNCF ont beaucoup augmenté ces dernières années, et varient d'une semaine voire d'un jour à l'autre, avec une logique difficile à suivre si ce n'est de faire les poches des usagers. Au niveau local, sous couvert d'économie, on assiste aujourd'hui dans la Région Alsace à la remise en cause de la présence des contrôleurs dans les TER, le conducteur du train restant ainsi le seul agent à assurer la sécurité.

L'État verse des subventions importantes à des entreprises privées sans jamais faire le bilan public de ces subventions. Les bilans existent pourtant et montrent tous que ces subventions ne servent qu'à enrichir les actionnaires et les propriétaires de ces entreprises. Alors, plutôt que de verser à perte de l'argent public à ces entreprises, il pourrait être utilisé pour rendre tous les transports publics gratuits, ce qui serait un vrai progrès pour toute la société à la fois pour des raisons écologiques comme pour des raisons sociales ! Il serait aussi justifié de faire reposer le coût des réseaux de transport sur les profits des patrons, qui ont bien besoin que les salariés puissent se déplacer chaque jour pour venir leur servir de main-d'œuvre.

8. Le droit local en matière de sécurité sociale : le préserver ou non, avec quelles adaptations ?

Il faut préserver et élargir ce qui est positif pour la majorité de la population, c'est sur cette base que devrait se faire les décisions politiques.

Le régime local Alsace-Moselle de sécurité sociale est légèrement plus avantageux pour les malades que le régime général. Eh bien, qu'il soit généralisé à toute la grande région puis à l'ensemble du pays.

9. La dette des collectivités : comment régler ce problème et dégager les moyens financiers pour l'investissement dans le développement économique et social ?

Il y a différentes dettes. Il n'y a aucune raison que le contribuable paye une dette et ses intérêts pour un emprunt que la région aurait fait pour subventionner une entreprise capitaliste. D'autant, que demain cette entreprise peut changer de région pour toucher de nouvelles subventions ailleurs. De même, il n'y a pas de raison de payer des taux usuraires pour des emprunts à taux variables, dont les taux sont calculés de manière obscure et qui ont parfois été imposés par les banques.

Cela dit, la dette est aussi un mécanisme normal dans l'économie. Qu'une région emprunte à un taux raisonnable pour construire un lycée, une crèche ou encore un hôpital semble acceptable et d'une certaine manière prépare l'avenir.

Malheureusement, dans les dernières années, on a surtout vu éclater des affaires de surendettement de collectivités locales liées à des emprunts dits toxiques. Tout comme l'État, les collectivités locales sont alors amenées à consacrer une part importante de leur budget au remboursement des dettes. Les travailleurs auraient toutes les raisons de refuser que leurs impôts servent à ces remboursements et ils devraient exiger que les principaux profiteurs de la dette (banques et grandes entreprises) passent directement à la caisse. Mais pour cela, les élections ne servent à rien, il faut un rapport de force et des millions de gens dans les rues !